



*Liberté - Égalité - Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Direction de l'action locale  
Bureau des procédures environnementales

Agence Régionale de Santé de Lorraine  
Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Cellule milieux extérieurs  
tél. : 03.83.39.79.79  
fax : 03.83.39.30.09  
Mél. : ars-dt54-vsse@ars.sante.fr

N°

## **ARRETE PREFECTORAL**

**Portant :**

### **1°) Déclaration d'utilité publique**

a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart, sur la commune de Loisy et par la commune de Loisy

b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau

### **2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite,

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

**VU** le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

**VU** le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application

n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

**VU** le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la délibération du conseil municipal de Loisy du 23 mars 1995 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage des sources du Grand Sart à Loisy ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 26 avril 2011 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart, sur la commune de Loisy et par la commune de Loisy ;

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire des communes de Loisy et Sainte Geneviève ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique d'avril 2005 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de Loisy le 30 novembre 2010 ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 13 octobre 2011 ;

**CONSIDERANT** que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

**CONSIDERANT** que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Loisy énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Loisy ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **Arrête**

### **TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 1<sup>er</sup> - Objet**

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart sur la commune de Loisy et par la commune de Loisy ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### **Article 2 - Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart de la collectivité ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

## TITRE II – DERIVATION DES EAUX

### Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelles	Code Minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Source S1 du Grand Sart	Loisy	11 section ZH	01938X0147	876 909	2436182	293,01
Source S2 du Grand Sart	Loisy	10 section ZH	01938X0148	876836	2436237	282,63
Source S3 du Grand Sart	Loisy	45 section ZH	01938X0149	876730	2436163	280,67
Source S4 du Grand Sart	Loisy	45 section ZH	01938X0150	876709	2436141	279,34
Source S5 du Grand Sart	Loisy	46 section ZH	01938X0113	876653	2436097	282,05
Source S6 du Grand Sart	Loisy	07 section ZH	01938X0151	876716	2436341	266,37

### Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 110 m<sup>3</sup>/j.

### Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

### Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

#### **Article 7 - Indemnisation**

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

### **TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**

#### **Article 8 - Définition des périmètres de protection**

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

##### **8-1 - Périmètres de protection immédiate**

Les périmètres de protection immédiate des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart sont situés sur la commune de Loisy et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Loisy	ZH	Grand Sart	7 et 11 (en partie)
Loisy	ZH	Grand Sart	10 (en totalité)
Loisy	ZH	Grands Elmonchamps	45 et 46 (en partie)

##### **8-2 - Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart est situé sur les communes de Loisy et Sainte Geneviève et concerne les parcelles mentionnées à l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

##### **8-3 - Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart se situe sur les communes de Loisy, Sainte Geneviève et Bezaumont.

Un plan du périmètre de protection éloignée est annexé au présent arrêté.

#### **Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection immédiate (PPI)**

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate doivent être la propriété de la commune de Loisy et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate doivent être déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe doit être régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

#### **Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée (PPR)**

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p><b>10.1.1</b> L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur.</p> <p><b>10.1.2</b> L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p><b>10.1.3</b> La réalisation de mares et d'étangs.</p>	<p><b>10.1.4</b> Le captage de sources où la création de puits ou forages dans le même aquifère ne pourront être réalisés que dans un but de renforcement ou de substitution à la ressource actuelle et ne pourront être destinés qu'à l'alimentation publique.</p> <p><b>10.1.5</b> Les sondages de reconnaissance doivent être réalisés dans les règles de l'art et recimentés lorsque leurs usages ont cessé.</p> <p><b>10.1.6</b> Les matériaux de remblaiement doivent être inertes et contrôlés au préalable avant mise en œuvre.</p>

10.2 - Stockages et dépôts	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p><b>10.2.1</b> Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p><b>10.2.2</b> Les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables.</p> <p><b>10.2.3</b> Les stockages de produits chimiques.</p> <p><b>10.2.4</b> Les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers).</p> <p><b>10.2.5</b> Les stockages d'effluents industriels.</p> <p><b>10.2.6</b> Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p><b>10.2.7</b> Les stations d'épuration, le lagunage.</p> <p><b>10.2.8</b> Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p>	

10.3 - Canalisations	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p><b>10.3.1</b> Les canalisations d'eaux usées industrielles.</p> <p><b>10.3.2.</b> Les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux excepté la canalisation de gaz haute pression.</p>	<p><b>10.3.3</b> Les canalisations seront étanches et éprouvées avant mise en service. Aucun projet d'eaux usées ne sera toléré s'il n'est en conduite sur une distance au moins égale à la limite du périmètre proposé (cas à prendre en compte pour la canalisation issue de Sainte Geneviève et longeant le périmètre par la RD40 C).</p>

10.4- Rejets liquides	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.4.1 Les rejets d'eaux usées domestiques.</p> <p>10.4.2 Les rejets d'eaux usées industrielles.</p> <p>10.4.3 Les rejets d'effluents agricoles.</p> <p>10.4.4 Les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées.</p> <p>10.4.5 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p>	<p>10.4.6 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p>

10.5 - Constructions	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.5.1 Les nouvelles constructions d'habitations ne pouvant être raccordées au réseau d'assainissement collectif.</p> <p>10.5.2 Les campings, caravanings et annexes.</p> <p>10.5.3 La création de cimetières.</p> <p>10.5.4 Les nouvelles installations classées.</p> <p>10.5.5 Les silos produisant des jus de fermentation.</p>	<p>10.5.6 Le raccordement au réseau d'assainissement collectif des nouvelles constructions d'habitations pourra être contrôlé par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé.</p> <p>10.5.7 Tout nouveau bâtiment agricole dont les bâtiments d'élevage et d'engraissement devra être conforme aux normes et aucun rejet risquant de polluer les sols ne sera accepté.</p> <p>10.5.8 Toute voirie, chemin d'exploitation existant ou futur ne devra pas constituer de risques particuliers pour les eaux souterraines (eaux stagnantes, risque accidentel de déversement...).</p>

10.6 - Activités agricoles	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p><u>Elevage</u></p> <p>10.6.1 Les abris destinés au bétail ou installations mobiles de traite.</p> <p><u>Epandage</u></p> <p>10.6.2 l'épandage des lisiers, boues de station d'épuration et des dérivés de purins, salle de traite ou eaux brunes ;</p> <p><u>Pratiques culturales</u></p> <p>10.6.3 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat.</p> <p><u>Autres pratiques agricoles</u></p> <p>10.6.4 Le maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p>10.6.5 Le drainage de terres agricoles.</p>	<p><u>Elevage</u></p> <p>10.6.8 Le pacage des animaux ne devra pas conduire à la destruction du couvert végétal, toute détérioration entraînera un retrait immédiat des animaux qui ne pourront être réintroduit qu'après reconstitution de la végétation.</p> <p>Le pâturage sera réalisé sans affouragement de parcelle.</p> <p>En fonction de l'apport en fertilisation azotée minérale à la parcelle ou îlot homogène, les valeurs maximales de pâturage à respecter sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 40 kg/ha de fertilisation azotée minérale maximum,</li> <li>▪ 390 jours/ha de pâturage cumulés maximum pour un équivalent vache laitière.</li> </ul>

### Utilisation de phytosanitaires

**10.3.6** La préparation de bouillies de traitement et le remplissage du pulvérisateur excepté sur une aire de remplissage conforme à la réglementation en vigueur et existante à la date de signature du présent arrêté

**10.6.7** L'épandage de tout produit phytosanitaire dont la présence dans l'eau captée est confirmée (molécule mère et/ou métabolite(s)) par deux analyses successives du contrôle sanitaire à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées ou à la valeur sanitaire maximale si celle-ci est plus restrictive que la limite de qualité.

Pour chaque parcelle ou îlot homogène, l'exploitant concerné tiendra un cahier de pâturage comportant les informations suivantes :

- La fertilisation azotée minérale maximale annuelle retenue,
- Le nombre de jours de pâturage maximum annuel qui en découle,
- La période de pâturage,
- Le cheptel concerné.

Ce document, dont un modèle figure en annexe du présent arrêté, permet à l'exploitant de dresser un bilan annuel du nombre de jours de pâturage cumulés à l'hectare.

### Epandage

**10.6.9** L'épandage de fertilisants azotés organiques et minéraux doit être raisonné et respecter le programme d'action en vigueur à mettre en œuvre dans la zone vulnérable en application de la directive "nitrates" ou toute autre nouvelle réglementation équivalente, y compris sur la commune de Loisy absente de la liste des communes de la zone vulnérable.

**10.6.10** Le registre de suivi des fertilisations est transmis chaque année à la commune de Loisy. Il doit être présenté sur demande aux administrations et organismes de contrôle agréés ainsi qu'aux agents mentionnés à l'article L. 1312-1 du code la santé publique, habilités et assermentés à cet effet.

### Pratiques culturales

**10.6.11** Dans la mesure du possible, on poursuivra la politique de maintien d'un maximum de surface en herbe sur le périmètre rapproché.

### Utilisation de phytosanitaires

**10.6.12** L'usage des produits phytosanitaires sera limité au maximum et devra faire l'objet d'une sensibilisation soutenue auprès des agriculteurs concernés, comme auprès de l'ensemble des usagers potentiels ; la toxicité des produits sera évoquée, tant pour l'applicateur que pour le consommateur d'eau.

**10.6.13** Un registre pour le suivi des produits phytosanitaires est tenu. Il mentionne les dates de traitement, la nature du(des) produit(s) utilisé(s), la quantité épandue et la parcelle concernée. Ce registre est transmis chaque année à la commune de Loisy. Il doit être présenté sur demande aux administrations et organismes de contrôle agréés ainsi qu'aux agents mentionnés à l'article L. 1312-1 du code la santé publique, habilités et assermentés à cet effet.

10.7 - Activités forestières	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
10.7.1 Les déboisements. 10.7.2 Les coupes à blanc. 10.7.3 Les aires de débardage. 10.7.4 L'utilisation de produits phytocides et phytosanitaires sauf en cas de force majeure lorsque le peuplement forestier est menacé. 10.7.5 L'affourage et l'agrainage du gibier. 10.7.6 Le traitement du bois stocké.	Sans objet

## Article 11 – Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection éloignée (PPE)

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

### 11.1 Travaux souterrains :

11.1.1 Tout sondage de reconnaissance devra être réalisé dans les règles de l'art et sera recimenté lorsque son usage aura cessé ;

11.1.2 Toute fouille de plus de deux mètres de profondeur ne devra recevoir que des conduites d'alimentation en eau potable ou des réseaux composés de matériaux inertes. Les fouilles ne sauraient constituer des drains ou des lieux privilégiés d'infiltrations rapides ;

11.1.3 Tout matériau de remblaiement devra être inerte et faire l'objet d'une information préalable du préfet avant mise en œuvre.

### 11.2 Stockages et dépôts :

11.2.1 Tout stockage ne pourra se faire que sur aire étanche et, pour les produits liquides, en cuves double enveloppe ou sur cuves de rétention abritées des eaux pluviales et de capacité au moins égale aux volumes stockés ;

11.2.2 Les effluents issus de traitement en stations d'épuration ou de lagunage ou des bassins de décantation éventuels seront évacués en conduites étanches hors des limites des périmètres de protection.

### 11.3 Canalisations :

11.3.3 Toute canalisation devra être étanche, éprouvée lors de la pose et vérifiée au moins tous les cinq ans par tests appropriés.

### 11.4 Rejets liquides :

11.4.1 Aucun épandage d'effluent ne pourra avoir lieu sur le périmètre sans traitement bactéricide préalable et dosage des nitrates ;

Au cas où le PLU communal (ou document d'urbanisme équivalent) autorise les constructions avec assainissement autonome, le dispositif retenu devra disposer d'un agrément ;

11.4.2 Les bassins éventuels d'infiltration d'eaux pluviales devront être couplés à des bassins de décantation préalable avec séparateur d'hydrocarbures ;

### 11.5 Constructions :

11.5.4 Toute création de bâtiment d'élevage ou d'engraissement devra respecter le cahier des charges des mises aux normes des bâtiments d'élevage ;

11.5.5 Les jus de silos seront récupérés en fosses étanches avant d'être épandus hors limites des périmètres proposés.

### 11.6 Voirie :



11.6.1 Les voies nouvelles de communication et les aires éventuelles de stationnement seront aménagées de manière telle qu'elles ne facilitent pas l'infiltration des eaux de surface imperméabilisées.

#### **11.7 Activités agricoles :**

11.7.1 Les cultures sur labours sont autorisées sur les parcelles actuelles. Les surfaces cultivées ne doivent pas augmenter au détriment des prairies ou bosquets ;

11.7.2 Le maraîchage n'est pas souhaitable en raison des apports d'engrais élevés généralement constatés pour ce type d'activité ;

11.7.3 Les lisiers doivent être épandus hors des périmètres de protection donc en dehors du périmètre de protection éloignée. Les boues de station d'épuration devront offrir toute garantie par des contrôles analytiques et être épandues dans les 48 heures suivant leur réception sur les parcelles ;

11. Les engrais et pesticides doivent être épandus en respectant les bonnes pratiques auxquelles les agriculteurs de la butte de Sainte Geneviève ont été sensibilisés. On fera en sorte que les bilans azotés soient conformes aux besoins des plantes sans surdosages donc sans effets cumulatifs entre épandages de fumiers par exemple et épandages d'engrais chimiques.

#### **Article 12 - Travaux à réaliser**

La pose d'un analyseur à nitrates au niveau du réservoir sera réalisée dans le délai d'un an à compter de la publication de l'arrêté.

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate doivent être propriété de la commune.

#### **Article 13 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9, 10 et 11 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

#### **Article 14 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Les maires des communes de Loisy, Sainte Geneviève et Bezaumont sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9, 10 et 11 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

#### **Article 15 - Cessibilité**

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 8 les propriétés désignées à l'état parcellaire annexé nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

#### **Article 16 - Publicité**

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes de Loisy, Sainte Geneviève et Bezaumont pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Loisy, Sainte Geneviève et Bezaumont conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

#### **TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

##### **Article 17 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Un diagnostic des pratiques agricoles sur l'aire d'alimentation des captages doit être réalisé dans un délai de un an. Ce diagnostic doit conduire à la mise en place d'actions adaptées permettant la baisse des teneurs en nitrates dans les eaux brutes.

##### **Article 18 - Traitement**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement de désinfection agréé par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Un traitement des nitrates pourra être exigé par l'Agence Régionale de Santé en cas de dépassement trop important des valeurs limites en nitrates.

##### **Article 19 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe et Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

Un contrôle particulier des teneurs en nitrates est mis en œuvre par l'Agence Régionale de Santé et un bilan annuel est réalisé.

#### **TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **Article 20 - Annexes**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- **Annexe 1** : Modèle de cahier de pâturage,
- **Annexe 2** : Plan au 1/10 000° des périmètres de protection rapprochée et éloignée,
- **Annexe 3** : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- **Annexe 4** : État parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

## Article 21 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

## Article 22 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- à la chambre d'agriculture de Meurthe et Moselle,

## Article 23 - Exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le directeur général de l'agence régionale de santé,
- le directeur départemental des territoires,
- les maires des communes de Loisy, Sainte Geneviève et Bezaumont,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le - 9 MARS 2012

Le préfet,

  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

- 9 MARS 2012

**Annexe à l'arrêté du  
Déclarant d'utilité publique les sources du grand Sart à Loisy**

Chaque exploitant tient à jour un cahier de pâturage selon le modèle présenté dessous.

**EXEMPLE DE CALCUL**

Une parcelle de 3 ha, recevant 40 kg d'azote/ha en fertilisation annuelle moyenne, est exploitée ainsi :

- du 15 avril au 1<sup>er</sup> mai (soit 17 jours), pâture par 9 vaches laitières la journée (en « phase de transition », les vaches rentrent aux bâtiments la nuit – on estime 60 % leur temps de présence sur la parcelle).
- du 2 mai au 10 juin (soit 40 jours), pâture par 9 vaches laitières.
- du 11 juin au 14 août (soit 65 jours), pâture par 6 vaches laitières.
- du 15 août au 16 octobre (soit 63 jours), pâture par 4 génisses de plus de 2 ans et 2 vaches de réforme.

Le nombre de jours de pâture cumulé, en « équivalent vaches laitières », est le suivant :

$$(17 \text{ j} \times 0,6 \times 9) + (40 \text{ j} \times 9) + (65 \text{ j} \times 6) + (63 \text{ j} \times [4 \times 0,6 + 2 \times 0,5])$$

$$= 91,8 + 360 + 390 + 214 = 1\,056 \text{ jours cumulés}$$

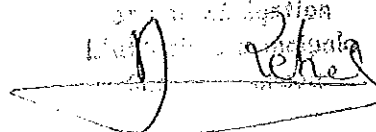
$$\text{soit, par hectare} = 1\,056/3 = 352 \text{ jours}$$

Cette pratique de pâturage respecte donc bien le maximum de 390 jours de pâture/ha.

PREFECTURE  
de MEURTHE-MOSELLE  
Vu l'arrêté annexé à notre arrêté  
du 11 mars 2012

Pour le Préfet

Le 9 mars 2012



Arlette LEBEL

Pâturage en périmètre de protection rapprochée des captages d'eau potable

TABLEAU DE CONVERSION VACHE LAITIÈRE / AUTRES ATELIERS

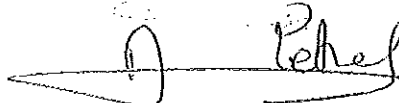
Libellé	N produit sur l'année	Equivalent * « Vache Laitière »
Vache laitière	85,0	1
Vache nourrice, sans son veau	67,0	0,8
Femelle > 2 ans	53,0	0,6
Mâle > 2 ans	72,0	0,85
Femelle 1-2 ans, croissance	42,0	0,5
Mâle 1-2 ans, croissance	42,0	0,5
Bovin 1-2 ans, engraissement, vache de réforme	40,0	0,5
Femelle < 1 an	25,0	0,3
Mâle 0-1 an, croissance	25,0	0,3
Mâle 0-1 an, engraissement	20,0	0,2
Broutard < 1 an, engraissement	27,0	0,3
Brebis	10,0	0,1
Brebis laitière	10,0	0,1
Bélier	10,0	0,1
Agnelle	5,0	0,06
Chèvre	10,0	0,1
Bouc	10,0	0,1
Chevrette	5,0	0,06
Cheval	44,0	0,5
Cheval (lourd)	51,0	0,6
Jument seule	37,0	0,4
Jument seule (lourd)	44,0	0,5
Jument suitée	44,0	0,5
Jument suitée (lourd)	51,0	0,6
Poulain 6 mois – 1 an	18,0	0,2
Poulain 6 mois – 1 an (lourd)	22,0	0,25
Poulain 1-2 ans	37,0	0,4
Poulain 1-2 ans (lourd)	44,0	0,5

\* valeur calculée en début de saison de pâturage

PREFECTURE  
de MEURTHE-et-MOSELLE  
Vu pour être annexé à notre arrêté  
en date de ce jour  
N° 12 / 11,

- 9 MARS 2012

Pour le Préfet  
M. L. L. L. L.  
L. L. L. L. L.  
L. L. L. L. L.



Arrete L. L. L.

**Pâturage en périmètre de protection rapprochée des captages d'eau potable**

**CAHIER DE PATURAGE**

Nom usuel de la parcelle :

Numéro(s) d'îlot(s) PAC :

SAU en ha :

fertilisation azotée minérale retenue : kg/ha

d'où nombre de jours de pâturage

maximum retenus : jours/ha

	début	fin	Nombre de jours (a)	Type et nombre d'animaux	Equivalent vache laitière (*) (b)	Nombre de jours « équivalent VL » (a x b)	Total cumulé en jours
Période 1							
Période 2							
Période 3							
Période 4							
Période 5							
Période 6							
Période 7							
Période 8							

**Total général =**

**Total / ha =**

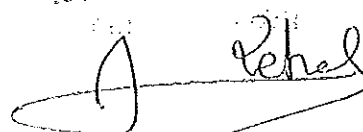
(\*) voir tableau de conversion

PRÉFECTURE  
de NIOUX-VAL-DE-NOUVEILLE  
Vu l'arrêté préfectoral de notre arrêté  
du 10 Mars 2012  
- 9 MARS 2012

Préfet

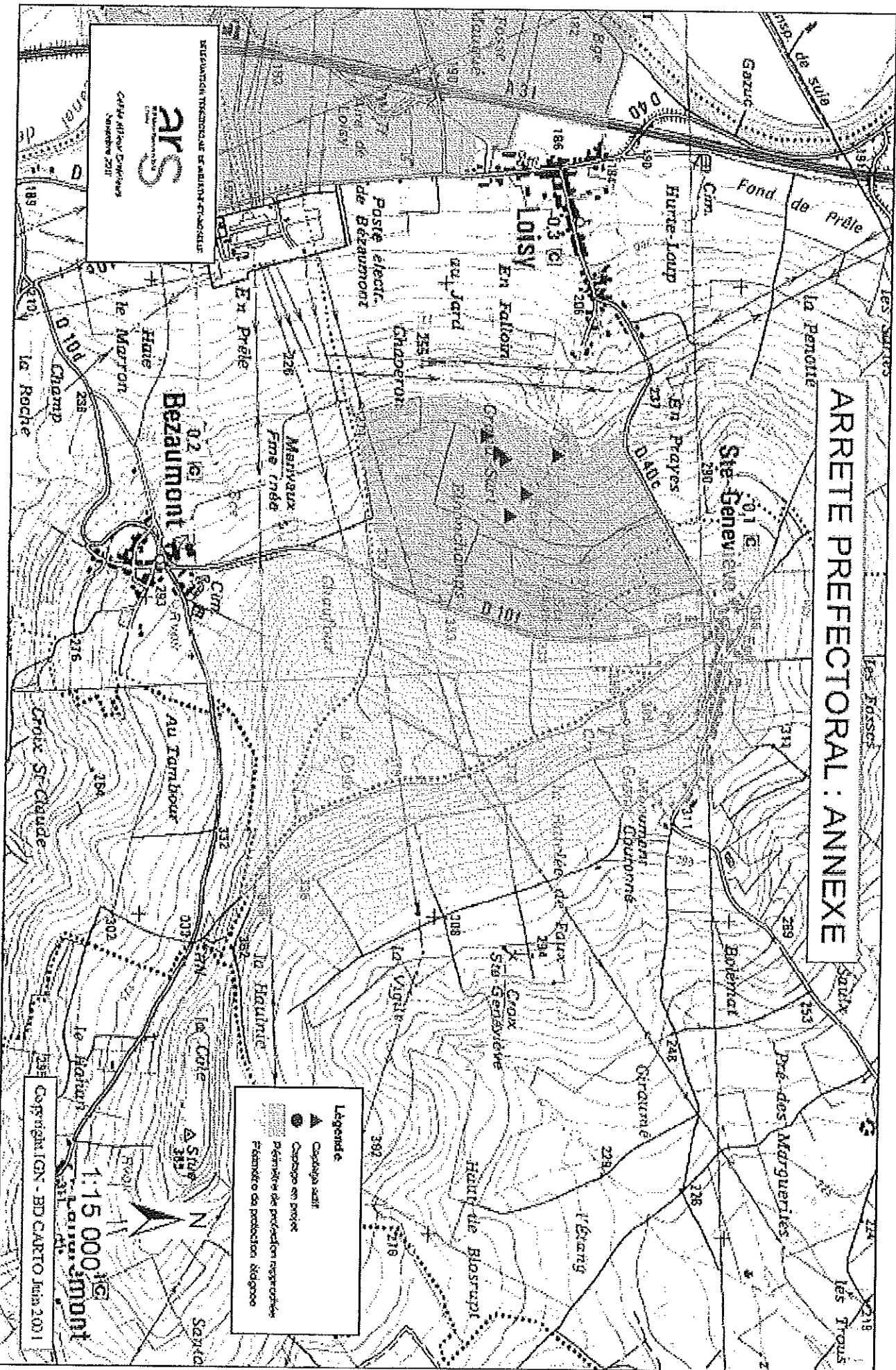
Préfecture

Il est donné acte



Arrêté

# ARRETE PREFECTORAL : ANNEXE



REUNION TERRITORIALE DE LA SEINE-ET-MARNE  
ARS  
CARTES ALPHABETIQUES  
N° 1001  
Mars 2011